

PROCEDURE OUVERTE N° HR/R1/PO/2018/043

**PRESTATIONS DE SERVICE DANS LE DOMAINE
MEDICAL
POUR LE SERVICE MEDICAL DE LUXEMBOURG**

Lot 1 Prestations de service en cardiologie

Lot 2 Prestations de service en ophtalmologie

CAHIER DES CHARGES

TABLE DES MATIERES

I.	PARTIE I – SPECIFICATION TECHNIQUES ET EXIGENCES MINIMALES	5
I.1.	INTRODUCTION	5
I.2.	OBJET DU MARCHÉ	5
I.3.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS	5
I.4.	CONFORMITÉ AVEC LE DROIT ENVIRONNEMENTAL, SOCIAL ET DROIT DU TRAVAIL	6
I.5.	LIEU DES PRESTATIONS.....	6
I.6.	HORAIRE DES PRESTATIONS	6
I.7.	LANGUES DES PRESTATIONS.....	6
I.8.	VOLUME DES PRESTATIONS	6
I.9.	RELATIONS ENTRE LE PRESTATAIRE, LE PERSONNEL ET LE SERVICE MÉDICAL DE LUXEMBOURG DE LA COMMISSION.....	7
I.10.	RELATIONS ENTRE LE PRESTATAIRE ET LE RESPONSABLE DU SERVICE MÉDICAL	7
I.11.	SÉANCE D'INFORMATION	8
II.	PARTIE II – SPECIFICATIONS ADMINISTRATIVES	8
II.1.	PARTICIPATION À LA PROCÉDURE D'APPELS D'OFFRES.....	8
II.2.	PARTICIPATION À UN OU PLUSIEURS LOTS.....	8
II.3.	VARIANTES	8
II.4.	OFFRES CONJOINTES	8
II.5.	SOUS-TRAITANCE.....	9
II.6.	DURÉE ET NATURE DES CONTRATS	9
II.7.	BONS DE COMMANDE	10
II.8.	MODALITÉS DE PAIEMENT	10
II.9.	GARANTIE DE CONTINUITÉ DE SERVICE.....	11
II.10.	ACCREDITATION	11
II.11.	CONTRÔLES PENDANT L'EXÉCUTION DU CONTRAT-CADRE	13
III.	PARTIE III - EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU CONTRAT	13
	ÉTAPES DE L'ÉVALUATION.....	13
III.1.	CRITÈRES D'EXCLUSION	13
III.2.	CRITÈRES DE SÉLECTION	14
III.2.1	<i>Capacité légale et réglementaire</i>	15

III.2.2	Capacité économique et financière	15
III.2.3	Capacité technique et professionnelle	16
III.3.	EVALUATION DE L'OFFRE	18
III.3.1.	Critère d'attribution: le prix le plus bas	18
III.3.2.	Evaluation financière et prix	18
III.3.3.	Formule d'attribution / ordre de cascade	19
IV.	CONTENU ET PRESENTATION DE L'OFFRE	19
V.	ANNEXES	21

GLOSSAIRE

- **Prestataire de service:** professionnel qui a les capacités techniques pour fournir les services professionnels objet du contrat.
- **Personne morale:** une personne morale est une entité dotée de la personnalité juridique, ce qui lui permet d'être directement titulaire de droits et d'obligations en lieu et place des personnes physiques ou morales qui la composent ou qui l'ont créée (par exemple : entreprises, associations...).
- **Personne physique:** Une personne physique est, au sens du droit, un être humain auquel on a attribué la jouissance de droits
- **Groupement:** association momentanée entre deux ou plus personnes physiques et/ou morales.
- **Offre conjointe:** Offre soumis par un groupement
- **Chef de file:** entité d'un groupement qui a été désignée par les autres entités/membres du groupement en tant que 'chef de file'; le représentant légal du 'chef de file' signera les documents au noms du groupement (y inclus le contrat cadre).
- **Pouvoir adjudicateur:** la Commission européenne.
- **Contractant:** personne physique ou morale ou groupement qui est partie du contrat issu de cette procédure : en cas d'un groupement, le 'contractant' est l'ensemble des membres du groupement, représentés par le chef de file.
- **Soumissionnaire:** personne physique ou morale ou groupement qui soumet une offre

I. PARTIE I – SPECIFICATION TECHNIQUES ET EXIGENCES MINIMALES

I.1. INTRODUCTION

La Commission européenne (ci-après dénommée "la Commission" ou "le pouvoir adjudicateur") et plus particulièrement l'unité HR.D.4 "Service médical de Luxembourg" de la Direction Générale des Ressources Humaines et Sécurité est chargée de définir et de mettre en place la politique de santé pour le personnel de la Commission. Le concept de "santé" se définit ici dans un sens large et global et vise le "wellbeing", la santé physique et psychique tout le long de l'activité professionnelle.

En particulier le Service médical de Luxembourg est chargé de la surveillance médicale de tout le personnel de la Commission européenne affecté aux différentes DGs et Unités qui se trouvent dans la ville de Luxembourg.

Le service médical de Luxembourg dispose :

- D'une infirmerie et d'un secteur de premiers soins
- De cabinets médicaux avec tout le matériel médical nécessaire pour les différents spécialistes.
- D'un cabinet pour l'ophtalmologie

Pour garantir certaines activités, le Service médical fait recours à des médecins et à d'autres prestataires de service. Le présent appel d'offres porte sur des prestations médicales dans les domaines de la cardiologie et de l'ophtalmologie. Ce marché est réparti en 2 lots dont le détail se trouve au point I.2 et dans les spécifications techniques en annexe I (un document par lot). Les prestataires de service doivent prendre en considération l'aspect multiculturel et multilingue du personnel de la Commission.

I.2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché vise à doter le Service médical de la Commission à Luxembourg de prestataires de service individuels, de groupements de prestataires de service individuels, cliniques, cabinets médicaux ou associations momentanées de médecins spécialisés dans les domaines tels que définis dans les 2 lots ci-après:

Lot 1	Prestations de service en cardiologie
Lot 2	Prestations de service en ophtalmologie

Pour chacun des deux lots, le pouvoir adjudicateur envisage la conclusion d'un "contrat-cadre multiple" d'une durée de 4 ans avec un maximum de trois prestataires de services par lot conformément aux conditions et spécifications techniques décrites dans le présent cahier des charges, y inclus ses annexes, et le projet de contrat-cadre.

I.3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

La description détaillée des prestations à fournir pour chaque lot se trouve dans les spécifications techniques en annexe I.

I.4. CONFORMITÉ AVEC LE DROIT ENVIRONNEMENTAL, SOCIAL ET DROIT DU TRAVAIL

Le contractant doit respecter les obligations applicables en vertu de la législation environnementale et sociale et de la législation du travail établies par le droit de l'Union, le droit national et les conventions collectives ou par les dispositions législatives internationales dans le domaine environnemental et social et dans le domaine du travail énumérées à l'annexe X de la directive 2014/24/UE¹.

I.5. LIEU DES PRESTATIONS

Les prestations pour les deux lots seront effectuées dans les locaux du Service Médical situé au bâtiment Drosbach DRB B -1, 12 rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg.

Etant donné la situation actuelle en matière de sécurité, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander la vérification des antécédents en matière de sécurité des membres de l'équipe du contractant devant avoir accès aux locaux de la Commission dans le cadre des prestations de services.

I.6. HORAIRE DES PRESTATIONS

Les prestataires de services seront appelés à effectuer les prestations selon les horaires établis dans les spécifications techniques (annexe I). Ces horaires seront définis par lot en fonction des spécificités des deux domaines.

I.7. LANGUES DES PRESTATIONS

Les prestations seront effectuées en français et en anglais. Les soumissionnaires doivent démontrer leur capacité à fournir les services et travailler dans chacune de ces langues (voir point III.2.3 ci-dessous).

I.8. VOLUME DES PRESTATIONS

Sur base d'estimation annuelle, le volume total de prestations à fournir dans le cadre des contrats-cadres est défini comme suit:

Lot	Heures par semaine	Heures par an
Lot 1 – Services en cardiologie	4h	208 heures / an
Lot 2 – Services en ophtalmologie	8h	416 heures / an

Les détails concernant les plages horaires où les services doivent être effectués sont décrits dans les spécifications techniques par lot (annexes I.1 et I.2).

Toutefois, ces informations ne constituent aucune obligation de volume de contrat de la part de la Commission et sont données à titre exclusivement informatif et sans aucun engagement.

¹ Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) (JO L 94, 28.3.2014, p. 65 - 242).

Le pouvoir adjudicateur pourra recourir à une procédure négociée sans publication préalable d'un avis de marché pour l'attribution de nouveaux services consistant dans la répétition de services similaires confiés à l'opérateur économique adjudicataire du marché initial par le même pouvoir adjudicateur. Il n'est possible de recourir à cette procédure que pendant l'exécution du marché initial et pendant une période maximale de trois ans après sa signature.

I.9. RELATIONS ENTRE LE PRESTATAIRE, LE PERSONNEL ET LE SERVICE MÉDICAL DE LUXEMBOURG DE LA COMMISSION

I.9.1 RELATIONS ENTRE LE PRESTATAIRE DE SERVICES ET LE PERSONNEL EN CONSULTATION

Le prestataire veillera à offrir des prestations qui répondent à des normes de qualité élevées, aux personnes qu'il est amené à voir dans le cadre de ses activités : visites d'embauche, visites annuelles, activités dans le cadre des urgences ou des campagnes de préventions, expertises et/ou autres visites spécialisées sur demande du Chef du service médical.

Il s'assurera de fournir aux patients et/ou aux collègues du service médical concernés toutes les informations utiles, les plus complètes et appropriées possible.

Dans le cadre de ses activités, le prestataire devra observer les règles du code déontologique professionnel en vigueur au Luxembourg.

I.9.2 RELATIONS ENTRE LE PRESTATAIRE, LE SERVICE MÉDICAL ET LES AUTRES PRESTATAIRES DE SERVICES DU SERVICE MÉDICAL

Le prestataire veillera à maintenir des relations basées sur la confiance mutuelle avec les membres du personnel du Service Médical et d'autres prestataires le cas échéant.

I.10. RELATIONS ENTRE LE PRESTATAIRE ET LE RESPONSABLE DU SERVICE MÉDICAL

Le Service Médical de Luxembourg est responsable pour la gestion de tous les aspects contractuels, notamment dans le but d'harmoniser et de coordonner les prestations attendues du prestataire. Il en va de même pour déterminer les besoins spécifiques qui pourraient advenir lors de l'exécution du contrat et pour approuver ainsi que garantir le fonctionnement correct des activités assignées au prestataire.

Le prestataire devra s'abstenir d'émettre tout document qui pourrait apparaître comme une décision émise par la Commission concernant une personne déterminée. Le prestataire communiquera son avis consultatif au responsable du Service Médical sur la suite à donner aux dossiers qu'il aura suivis.

S'il vient à connaissance de faits ou événements qui pourraient porter préjudice au fonctionnement et/ou à l'image du Service Médical, le prestataire est tenu d'en informer sans délai le responsable du Service Médical.

Le prestataire sera soumis au respect de la confidentialité selon les dispositions du Règlement (CE) n° 45/2001 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes

communautaires et à la libre circulation de ces données², et/ou toute autre législation pertinente remplaçant ou modifiant celui-ci.

I.11. SÉANCE D'INFORMATION

Une séance d'information sur les méthodes de fonctionnement du Service Médical sera prévue après la signature de contrat-cadre afin de donner les éléments pratiques et utiles à l'exécution des tâches qui seront confiées au contractant/prestataire.

II. PARTIE II – SPECIFICATIONS ADMINISTRATIVES

II.1. PARTICIPATION À LA PROCÉDURE D'APPELS D'OFFRES

La participation à la présente procédure de marché est ouverte à conditions égales à toutes les personnes physiques et morales relevant du domaine d'application des traités et à toutes les personnes physiques et morales d'un pays tiers qui a conclu avec l'Union européenne un accord particulier dans le domaine des marchés publics, dans les conditions prévues par cet accord. Dans le cas où l'accord multilatéral sur les marchés publics conclu dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce est applicable, la participation à la procédure de marché est aussi ouverte aux ressortissants des États qui ont ratifié cet accord, dans les conditions prévues par celui-ci.

Pour les candidats ou soumissionnaires britanniques:

Veuillez noter qu'après le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, les règles d'accès aux procédures de passation de marchés publics de l'UE d'opérateurs économiques établis dans des pays tiers s'appliqueront aux candidats ou soumissionnaires du Royaume-Uni, en fonction de l'issue des négociations. Dans le cas où un tel accès ne serait pas assuré par les dispositions juridiques en vigueur, les candidats ou soumissionnaires du Royaume-Uni pourraient être exclus de la procédure de passation de marché.

II.2. PARTICIPATION À UN OU PLUSIEURS LOTS

Les soumissionnaires peuvent participer à un ou aux deux lots qui constituent l'objet de la présente procédure.

II.3. VARIANTES

Les variantes, solutions de remplacement équivalentes à la solution modèle du pouvoir adjudicateur, sont interdites.

En outre, les soumissionnaires ne peuvent pas soumettre une offre portant seulement sur une partie des services requis en vertu de ce cahier des charges.

II.4. OFFRES CONJOINTES

Un groupement de deux opérateurs économiques ou plus peut présenter une offre (offre conjointe). Une offre conjointe sera traitée de la même manière que toute autre type d'offre, étant évaluée sur la base de ses qualités intrinsèques compte tenu des critères

² Règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données (JO L 008, 12.01.2001, p. 1 – 22).

énoncés dans le présent cahier des charges. Une offre conjointe peut inclure des sous-traitants, en plus des soumissionnaires conjoints.

Tout changement dans la composition du groupement pendant la procédure de passation du marché peut conduire au rejet de l'offre. Tout changement dans la composition du groupement après la signature du contrat peut conduire à sa résiliation.

Le groupement doit fournir les données demandées dans le formulaire d'identification (annexe II), indiquant clairement l'identité ainsi que la séparation des tâches entre les membres du groupement. Le groupement désigne (par une procuration signée par chaque membre du groupement) une entité juridique ("chef de file") investie de tout pouvoir pour engager le groupement et chacun de ses membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur pour la soumission de l'offre et la signature du contrat.

Après l'attribution du marché, le contrat sera signé entre le pouvoir adjudicateur et le "chef de file".

Le "chef de file" dûment autorisé sera aussi responsable pour la gestion administrative du contrat, des bons de commande, facturation, réception des paiements, etc. au nom des autres entités.

Dans le cas d'une offre conjointe, tous les membres d'un groupement sont conjointement et solidairement responsables de l'exécution du contrat-cadre.

Les critères d'exclusion (voir point III.1 ci-dessous) seront appliqués à chaque membre de groupement individuellement. Les critères de sélection (voir point III.2 ci-dessous) seront appliqués à l'ensemble du groupement.

II.5. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée, cependant le contractant conserve son entière responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du contrat dans son ensemble.

Les soumissionnaires doivent indiquer clairement dans leur offre quelle partie du travail sera sous-traitée (c.à.d. le pourcentage de la valeur totale du marché) et l'identité de tous les sous-traitants. Les données complètes de ces sous-traitants (nom, lieu d'établissement, les activités et volume estimé de la participation) doivent être incluses dans l'offre, comme demandé dans le formulaire d'identification (annexe II). Ces sous-traitants doivent également fournir une déclaration/lettre d'intention confirmant leur engagement sans équivoque à collaborer avec le soumissionnaire en cas d'attribution et précisant les ressources qu'ils mettront à la disposition du soumissionnaire pour l'exécution du contrat.

Le point III.1 ci-dessous est d'application aussi pour les sous-traitants.

La sous-traitance doit être approuvée par le pouvoir adjudicateur, soit par l'acceptation de l'offre du contractant, soit, si le contractant la propose après la signature du contrat-cadre, par un accord préalable du pouvoir adjudicateur. Dans le dernier cas, la modification ne pourra être acceptée qu'à titre exceptionnel, lorsque le pouvoir adjudicateur juge que la sous-traitance est nécessaire à la réalisation du projet et ne donne pas lieu à une distorsion de concurrence.

II.6. DURÉE ET NATURE DES CONTRATS

Des contrats-cadre multiples en cascade seront conclus pour une durée de 4 ans.

Les contrats-cadres multiples en cascade seront conclus avec maximum trois prestataires de services par lot, pourvu qu'il y ait un nombre suffisant d'offres acceptables.

Par "contrat-cadre multiple en cascade", on entend la situation dans laquelle un contrat-cadre est conclu séparément, mais en termes identiques, entre le pouvoir adjudicateur et plusieurs prestataires de services, en vue d'assurer l'exécution d'un marché de manière successive par l'un ou l'autre des contractants, suivant la liste décroissante des soumissionnaires, déterminée conformément à la méthode d'attribution du marché.

Il y aura donc, sous réserve de recevoir suffisamment d'offres acceptables, un maximum de 3 contrats-cadres par lot, auxquels il sera fait appel successivement.

Selon ce principe d'attribution "en cascade" (sans remise en concurrence): un bon de commande sera envoyé au premier contractant de la cascade.

- si le contractant n'accepte pas la commande; et/ou
- si le contractant ne respecte pas les délais comme indiqué dans l'art. I.4.3 du contrat-cadre; et/ou
- si le contractant se trouve dans une situation de conflit d'intérêts qui pourrait porter atteinte à l'exécution du contrat;

la même demande sera envoyée au deuxième contractant puis, le cas échéant, au troisième contractant de la cascade.

II.7. BONS DE COMMANDE

Toute prestation couverte par le contrat-cadre fera l'objet d'un bon de commande établi préalablement par le Service Médical de Luxembourg. Aucune prestation ne pourra avoir lieu sans ledit bon de commande. Le modèle des bons de commandes utilisé est annexé au projet de contrat-cadre.

La mise en œuvre du contrat-cadre par le biais de bons de commande est décrite à l'article I.4.3 du contrat-cadre.

II.8. MODALITÉS DE PAIEMENT

Les modalités de paiement sont précisées dans le projet de contrat-cadre de services (article I.6).

En outre, le contractant envoie une facture mensuelle au Service Médical de Luxembourg pour vérification de la conformité aux faits. Cette facture doit être établie par le contractant reprenant le détail des prestations demandées et effectuées sur base du bon de commande correspondant.

Le contractant devra remettre avec la facture une déclaration des présences (annexe IV au contrat-cadre), remplie et signée par le prestataire de services et contresignée pour approbation par une personne habilitée par le service médical de Luxembourg.

II.9. GARANTIE DE CONTINUITÉ DE SERVICE

II.9.1 EN CAS DE MAUVAISE QUALITÉ D'EXÉCUTION

Conformément à l'article II.4.9 du contrat-cadre, en cas d'expertise insuffisante pour fournir les services requis, la Commission communiquera par écrit sa demande de remplacement du prestataire de services ou se réserve le droit de terminer le contrat-cadre selon les dispositions de l'article II.18.1 du contrat-cadre. Le contractant est tenu de proposer un remplaçant dans les 5 jours ouvrables qui suivent la communication écrite. Le remplaçant devra obtenir l'accréditation selon la procédure décrite au point II.10 suivant.

II.9.2 EN CAS D'EMPÊCHEMENT PONCTUEL

En cas d'empêchement ponctuel (notamment pour maladie, période de vacances ou voyage d'étude) du prestataire de services, le contractant est également tenu de proposer un remplaçant avec suffisamment d'anticipation pour assurer la continuité des prestations.

Le contractant devra s'assurer que tout remplaçant proposé détient les qualifications et compétences requises par le présent cahier des charges.

Le remplaçant devra obtenir l'accréditation selon la procédure décrite au point II.10 suivant.

La Commission se réserve le droit de refuser le remplaçant proposé dans l'hypothèse où celui-ci ne satisferait pas les critères de sélection et d'exclusion énoncés au points III.2 et III.1 ou ne passerait pas avec succès l'accréditation.

Le contractant devra dans un délai maximum de 10 jours ouvrables proposer une nouvelle personne qualifiée.

Le remplaçant sera à considérer un sous-traitant du contractant. Ce remplacement ne dispense pas le contractant de sa responsabilité contractuelle vis-à-vis de la Commission européenne pendant toute la durée d'exécution du contrat. Le contractant demeure le seul interlocuteur de la Commission à tous les niveaux, notamment administratif et financier.

Le contractant est tenu d'informer le remplaçant de l'étendue des obligations contractuelles auxquelles il est soumis et de lui transmettre toute information nécessaire pour l'exécution des services faisant l'objet du contrat cadre.

Le contractant supporte les coûts de remplacement de son personnel et est responsable de tout retard dans la prestation des services résultant du remplacement du personnel.

II.10. ACCRÉDITATION

L'accréditation a pour objectif de vérifier la correspondance des prestataires de services au profil défini dans les critères de sélection énoncés dans le point III.2.3.

II.10.1 OBLIGATION D'ACCRÉDITATION

Le contractant doit obtenir l'accréditation du service opérationnel au Luxembourg pour tous les prestataires chargés de l'exécution des services faisant l'objet du contrat cadre.

II.10.2 PROCÉDURE D'ACCREDITATION

Pour chacun des lots, l'accréditation interviendra après la signature du contrat cadre et avant le début des prestations sur base du bon de commande. Les frais relatifs à l'accréditation sont intégralement à la charge du contractant et ne seront pas remboursés.

L'accréditation se fondera sur un entretien devant des membres de la Direction Santé & bien-être - Conditions de travail au Luxembourg.

Les modalités de l'entretien d'accréditation sont décrites ci-dessous:

- a) L'entretien d'accréditation se passera en français et/ou en anglais devant un panel composé de membres des services de la Commission. Le prestataire sera convoqué dans les locaux du Service Médical de Luxembourg situé au 12, rue Guillaume Kroll – Bâtiment Drosbach L-1882 LUXEMBOURG. Dans certains cas et après l'accord préalable de la Commission, l'entretien pourra se passer par vidéo conférence. Le contractant devra fournir préalablement tous les documents justificatifs relatifs aux critères de sélection (voir le point III.2.1 et III.2.3) dans le cas où, suite au remplacement éventuel du personnel, ces documents n'avaient pas encore été communiqués pendant la procédure.
- b) Les membres du panel de la Direction Santé & bien-être - Conditions de travail:
 - Analyseront les documents justificatifs relatifs aux critères de sélection, dans le cas où ces documents n'étaient pas encore soumis au pouvoir adjudicateur lors de la procédure de marché; et
 - Soumettront au prestataire un ou plusieurs cas cliniques en français et/ou en anglais pour confirmer les aptitudes pratiques et linguistiques du prestataire. Le prestataire aura un maximum de 15 minutes par cas clinique pour préparer son analyse. Après, le prestataire doit présenter cette analyse devant le panel, suivi par des questions-réponses. La durée totale de l'entretien (préparation, présentation et questions-réponses) est fixée à 45 minutes.
- c) L'entretien devra démontrer les capacités suivantes du prestataire:
 - Capacité d'analyse et de réflexion de la situation;
 - Capacité d'identifier et de mettre en place des mesures adéquates;
 - Respect de l'éthique, à la fois personnelle et professionnelle; et
 - Capacité de travailler avec d'autres professions médicales et paramédicales.
- d) Pour obtenir l'octroi de l'accréditation, le contractant doit avoir fourni les documents justificatifs aux critères de sélection, et le prestataire doit avoir fourni une présentation satisfaisante en prouvant ses aptitudes pratiques pour l'exécution du contrat.

Le contractant sera notifié par écrit de la décision du panel.

En cas d'issue négative, il sera possible pour le contractant de réessayer l'obtention de l'accréditation, soit par le même candidat prestataire se présentant une deuxième fois, soit par un second candidat prestataire ayant les qualités requises.

Le respect des obligations mentionnées ci-dessus est considéré comme une obligation contractuelle substantielle au sens de l'article II.18.1.c des conditions générales du contrat-

cadre. Le non-respect de cette obligation constitue un motif de la résiliation du contrat et/ou du bon de commande.

II.11. CONTRÔLES PENDANT L'EXÉCUTION DU CONTRAT-CADRE

La qualité des services sera vérifiée:

- ad hoc, suite à des plaintes ou à la présence d'éléments indiquant la nécessité de prendre des mesures immédiates;
- annuellement, par le Service médical responsable, entre autre, de la gestion du respect des procédures, des risques concernant la réputation professionnelle, etc.

Le cas échéant, les déficiences constatées seront transmises par le Service médical au contractant qui sera alors tenu d'apporter des explications dans un délai de 5 jours ouvrables et de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour y remédier.

Si le contractant ne prend pas toutes les mesures nécessaires suite à trois rapports établis par le Service médical responsable, ce dernier aura le droit de résilier le contrat-cadre selon les modalités prévues par l'article II.18 c) du projet de contrat-cadre.

Les autres conditions contractuelles qui ne sont pas reprises au cahier des charges et qui précisent les droits et obligations du contractant, figurent dans le projet de contrat-cadre.

III. PARTIE III - EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU CONTRAT

ÉTAPES DE L'ÉVALUATION

L'évaluation sera fondée uniquement sur les informations fournies par le soumissionnaire dans son offre. Elle se déroule selon les trois étapes successives suivantes:

1. Vérification de la non-exclusion des soumissionnaires sur la base de la déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion;
2. Sélection des soumissionnaires sur la base de la vérification de la déclaration sur l'honneur relative aux critères de sélection et des documents justificatifs probants;
3. L'évaluation des offres au regard du ou des critère(s) d'attribution mentionné(s) au point III.3.1.

Les justificatifs ayant valeur de preuve documentaire des déclarations sur l'honneur relatives aux critères d'exclusion et de sélection sont à fournir comme indiqué dans les encadrés dans les deux points suivants.

III.1. CRITÈRES D'EXCLUSION

Les soumissionnaires doivent fournir une déclaration sur l'honneur, datée et signée par un représentant légal dûment autorisé, mentionnant qu'ils ne se trouvent pas dans une des situations visées aux Articles 106 et 107 du Règlement (UE, EURATOM) 2015/1929 du Parlement européen et du Conseil du 28 octobre 2015 modifiant le règlement (UE, Euratom) no

966/2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (ci-après le "Règlement financier")^{3 4}. La déclaration sur l'honneur demandée est visée à l'annexe III.

En cas d'offre conjointe, cette déclaration - datée et signée par un représentant légal dûment autorisé- doit être présentée par chaque membre du groupement.

En cas de sous-traitance, cette déclaration - datée et signée par un représentant légal dûment autorisé- doit être présentée par chaque sous-traitant.

Les critères d'exclusion s'appliquent à chaque membre du groupement ainsi qu'à chaque sous-traitant concerné.

Conformément à l'Article 141 des règles d'application du Règlement financier, avant la signature du contrat-cadre, le(s) soumissionnaire(s) retenu(s) sera(ont) invités à présenter la preuve, telle que définie dans la déclaration, dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur.

Le(s) soumissionnaire(s) retenu(s), dénommé(s) "la personne" ci-après et dans la déclaration sur l'honneur, doit(vent) soumettre notamment:

Pour les cas mentionnés aux points a), c), d) ou f) de la déclaration sur l'honneur,

- un extrait récent du casier judiciaire est requis ou, à défaut, un document équivalent délivré récemment par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'établissement de la personne, dont il résulte que ces exigences sont satisfaites.

Pour les cas mentionnés aux points a) ou b) de cette déclaration,

- des certificats récents délivrés par les autorités compétentes de l'État concerné sont requis. Ces documents doivent apporter la preuve du paiement de tous les impôts, taxes et cotisations de sécurité sociale dont la personne est redevable, y compris la TVA, l'impôt sur le revenu (personnes physiques uniquement), l'impôt sur les sociétés (personnes morales uniquement) et les charges sociales.
- Lorsqu'un document visé ci-dessus n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment faite devant une autorité judiciaire ou un notaire ou, à défaut, une déclaration solennelle faite devant une autorité administrative ou un organisme professionnel qualifié du pays d'établissement.

Si la personne a déjà présenté de tels justificatifs aux fins d'une autre procédure de passation de marchés et pour autant que la date de délivrance de ces documents n'excède pas un an et qu'ils sont toujours valables, la personne atteste sur l'honneur que les preuves documentaires ont déjà été fournies et qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation. Dans ce cas elle doit indiquer la référence de ladite procédure.

Si le soumissionnaire n'est pas en mesure de fournir ces documents demandés dans le délai spécifié par le pouvoir adjudicateur et ne peut donc pas prouver qu'il ne se trouve pas dans une des situations d'exclusion, l'offre peut être rejetée et le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de signer le contrat avec un autre soumissionnaire.

III.2. CRITÈRES DE SÉLECTION

Les soumissionnaires devront démontrer qu'ils possèdent des ressources économiques, financières, techniques et professionnelles suffisantes pour pouvoir exécuter le contrat-cadre.

³ JO L 286 du 30.10.2015, p. 1 - 29.

⁴ Veuillez noter que le nouveau Règlement Financier [Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, abrogeant le règlement (UE, Euratom) no 966/2012] sera d'application pour les crédits administratifs à partir du 01/01/2019. La déclaration sur l'honneur en annexe III est déjà conforme au nouveau règlement.

Les offres des soumissionnaires qui ne répondent pas aux critères de sélection ne seront pas prise en considération au regard des critères d'attribution.

Veillez noter que les documents justificatifs repris ci-dessous doivent être fournis avec l'offre comme preuve de la déclaration sur l'honneur relative aux critères de sélection (Annexe III).

III.2.1 Capacité légale et réglementaire

Pour tous les lots, le soumissionnaire devra démontrer que les personnes proposées en tant que prestataires possèdent l'habilitation/autorisation à exercer leur profession dans un des États membres de l'Union européenne en se conformant aux lois en vigueur de l'État membre dans lequel le soumissionnaire exerce sa profession.

Documents justificatifs à fournir:

- Tous les documents relatifs à l'habilitation/autorisation donnée par l'Etat d'établissement des prestataires proposés.

Après signature du contrat cadre, le contractant devra fournir pour chaque prestataire la preuve que tout prestataire est spécifiquement habilité à exercer sa profession au Luxembourg. Cette preuve doit être fourni pour l'entretien de l'accréditation (voir point II.10) au plus tard.

III.2.2 Capacité économique et financière

Le soumissionnaire devra démontrer qu'il possède des ressources économiques et financières suffisantes pour pouvoir exécuter le contrat-cadre. Afin d'évaluer la capacité économique et financière, le soumissionnaire devra satisfaire au critère suivant:

Pour chaque lot, le soumissionnaire doit démontrer un chiffre d'affaires annuel moyen supérieur à EUR 20.000,00, au cours des 2 derniers exercices financiers clôturés; ce critère s'applique à tous les membres du groupement (capacité combinée de tous les membres) en cas d'une offre conjointe.

Documents justificatifs:

- une déclaration indiquant le chiffre d'affaires annuel moyen pour chacun des 2 derniers exercices clôturés. Cette déclaration devra mentionner les rubriques des comptes de résultat indiquant le chiffre d'affaire annuel.
- une copie des comptes de résultat relatifs à chacun des 2 derniers exercices financiers clôturés.

Si, pour une raison exceptionnelle que le pouvoir adjudicateur estime justifiée, le soumissionnaire n'est pas en mesure de fournir un des documents requis ci-dessus, il pourra prouver sa capacité économique et financière par tout autre document que le pouvoir adjudicateur jugera approprié. Dans tous les cas, le pouvoir adjudicateur devra au moins être avisé de la raison exceptionnelle et de sa justification. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de réclamer tout autre document lui permettant de vérifier la capacité économique et financière du soumissionnaire.

En cas de groupement, chaque membre devra fournir les renseignements requis ci-dessus. Dans le cas de sous-traitants qui exécutent une part du contrat représentant plus de 10% de la valeur totale du contrat-cadre, les renseignements requis ci-dessus devront être fournis individuellement pour chaque sous-traitant.

En outre, en cas d'un groupement et/ou de sous-traitance, un document consolidé résumant les renseignements pour le groupement et/ou sous-traitants doit être fourni. À cet égard, c'est la capacité combinée des membres du groupement et/ou des sous-traitants identifiés, considérés dans leur ensemble, qui sera prise en compte.

III.2.3 Capacité technique et professionnelle

Le soumissionnaire devra démontrer qu'il possède la capacité technique et professionnelle suffisante pour pouvoir exécuter le contrat-cadre.

Afin d'évaluer la capacité technique et professionnelle pour chacun des deux lots, le soumissionnaire devra satisfaire aux critères ci-dessous et les documents justificatifs devront être remis avec l'offre.

Lot 1: Prestations de services en cardiologie:

Le soumissionnaire devra disposer d'au moins une personne qui:

(a) Éducation

- Dispose d'un diplôme en médecine. Ce diplôme doit être délivré par un État membre de l'Union européenne ou reconnu par un État membre comme équivalent;
- Dispose d'une spécialisation en cardiologie. Cette spécialisation doit être délivrée par un État membre de l'Union européenne ou reconnu par un État membre comme équivalent.

(b) Expérience professionnelle

- A une expérience professionnelle clinique exigée en cardiologie de minimum trois ans temps plein après la spécialisation en cardiologie et durant les cinq dernières années.

(c) Compétence linguistique

- A une connaissance du français et de l'anglais, suivant les niveaux définis par le Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues (CECR) du Conseil de l'Europe, avec un niveau minimum B2 (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/resources/european-language-levels-cefr>).

Documents justificatifs à fournir pour le lot 1:

- Pour (a): Une photocopie certifiée originale du diplôme en médecine, comme mentionné ci-dessus ou un document équivalent;
- Pour (a): Une photocopie certifiée originale de la spécialisation en cardiologie, comme mentionnée ci-dessus ou un document équivalent;

- Pour (b) et (c): Un CV attestant l'expérience professionnelle et la compétence linguistique exigée ci-dessus, en mentionnant explicitement le niveau de connaissance de chaque langue dans le CV.

Aux fins du présent appel d'offres, le soumissionnaire est tenu d'utiliser le format de CV Europass, téléchargeable à l'adresse suivante: <http://europass.cedefop.europa.eu>
Le CV doit être daté et signé par la personne concernée et vaut déclaration sur l'honneur engageant la responsabilité de son auteur.

Lot 2: Prestations de services en ophtalmologie:

Le soumissionnaire devra disposer d'une personne qui:

(a) Éducation

- Dispose d'un diplôme en médecine. Ce diplôme doit être délivré par un État membre de l'Union européenne ou reconnu par un État membre comme équivalent;
- Dispose d'une spécialisation en ophtalmologie. Cette spécialisation doit être délivrée par un État membre de l'Union européenne ou reconnu par un État membre comme équivalent.

(b) Expérience professionnelle

- A une expérience professionnelle clinique exigée en ophtalmologie de minimum trois ans temps plein après la spécialisation en ophtalmologie et durant les cinq dernières années.

(c) Compétence linguistique

- A une connaissance du français et de l'anglais, suivant les niveaux définis par le Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues (CECR) du Conseil de l'Europe, avec un niveau minimum B2 (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/resources/european-language-levels-cefr>).

Documents justificatifs à fournir pour le lot 2:

- Pour (a): Une photocopie certifiée originale du diplôme en médecine, comme mentionné ci-dessus ou un document équivalent;
- Pour (a): Une photocopie certifiée originale de la spécialisation en ophtalmologie, comme mentionnée ci-dessus ou un document équivalent;
- Pour (b) et (c): Un CV attestant l'expérience professionnelle et la compétence linguistique exigée ci-dessus, en mentionnant explicitement le niveau de connaissance de chaque langue dans le CV.

Aux fins du présent appel d'offres, le soumissionnaire est tenu d'utiliser le format de CV Europass, téléchargeable à l'adresse suivante: <http://europass.cedefop.europa.eu>

Le CV doit être daté et signé par la personne concernée et vaut déclaration sur l'honneur engageant la responsabilité de son auteur.

Pour les deux lots

Par "photocopie certifiée originale" il faut entendre une copie authentifiée selon les dispositions légales du pays où le document a été émis.

L'expérience professionnelle comprend les années de pratique après l'obtention de l'ensemble des diplômes requis.

En cas de groupement, chaque membre devra fournir les renseignements requis ci-dessus en fonction de son rôle dans le groupement. En cas d'un groupement ou de sous-traitance, un document consolidé résumant les renseignements pour le groupement/sous-traitants dans son/leur ensemble doit être fourni. À cet égard, c'est la capacité combinée de l'ensemble des membres du groupement et/ou des sous-traitants identifiés, considérés dans leur ensemble, qui sera prise en compte.

III.3. EVALUATION DE L'OFFRE

Les offres qui dévient des exigences définies dans le cahier des charges ou ne couvrant pas toutes les exigences peuvent être exclues sur la base de la non-conformité avec le cahier des charges et ne seront pas évaluées.

Toute offre conforme sera évaluée sur la base de la méthode d'attribution détaillée ci-dessous.

III.3.1. Critère d'attribution: le prix le plus bas

Le marché sera attribué par lot aux trois offres représentant les prix les plus bas parmi les offres régulières et conformes.

Dans le cas où plusieurs offres présenteraient le même prix le plus bas, il sera demandé aux soumissionnaires concernés de remettre un nouveau prix. Si les offres ne sont toujours pas départagées, le pouvoir adjudicateur procèdera à un tirage au sort.

III.3.2. Evaluation financière et prix

Après la vérification de la conformité des offres financières soumises, l'évaluation financière se basera sur l'analyse des prix horaires offerts parmi les offres régulières et conformes pour chaque lot.

Pour présenter son offre financière, le soumissionnaire est invité à remplir le bordereau financier du lot concerné joint en annexe IV avec le plus grand soin. Il conviendra de soumettre un formulaire distinct pour chaque lot.

Le prix de l'offre doit être constitué du prix horaire des prestations, exprimé en EURO (arrondi à deux décimales). Les soumissionnaires de pays hors de la zone euro doivent également libeller leurs prix en euros. Le prix indiqué ne peut pas être révisé pour tenir compte de l'évolution du taux de change. C'est au soumissionnaire qu'il incombe d'assumer les risques ou les profits découlant de toute variation.

Les prix sont forfaitaires, tous frais compris.

L'Union européenne étant exonérée de tous droits, impôts et taxes, y compris la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), en vertu des Articles 3 et 4 du protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne, les prix offerts doivent être calculés en exonération de ces droits, impôts et taxes.

III.3.3. Formule d'attribution / ordre de cascade

Pour chacun des deux lots les 3 meilleures offres conformes et régulières présentant les prix les moins bas seront classées en ordre croissant. Le soumissionnaire de l'offre présentant le prix le plus bas sera placé en première position dans la cascade du contrat-cadre et ainsi de suite.

IV. CONTENU ET PRESENTATION DE L'OFFRE

Chaque offre doit contenir toutes les informations et documents nécessaires pour permettre au pouvoir adjudicateur de procéder à une évaluation de l'offre sur base des critères d'exclusion, de sélection et d'attribution. Il est de la responsabilité de tous ceux qui souhaitent présenter une offre d'assurer que cette offre soit complète.

Tous les documents demandés doivent être signés par le soumissionnaire lui-même dans le cas de personne physique ou par son représentant légal dans les autres cas, à savoir une personne dûment autorisée à représenter le soumissionnaire pour cet appel d'offre et la signature du contrat.

Dans le cas où des annexes seraient reproduites avec le traitement de texte du soumissionnaire, ce dernier veillera à ne changer aucun élément vis-à-vis de l'original.

Chaque offre doit contenir les renseignements et documents suivants:

PARTIE I: INFORMATIONS ADMINISTRATIVES			
IDENTIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE			
Une lettre d'accompagnement rédigée sur le papier à en-tête du soumissionnaire (chef de file en cas d'une offre conjointe), et signée par le soumissionnaire ou son représentant légal dûment autorisé, avec la référence de la procédure et du(des) lot(s) "HR/R3/PO/2018/043, Lot(s)____"		<input type="checkbox"/>	
Le formulaire d'identification dûment complété, daté et signé, <u>accompagné de:</u>	<u>Représentant légal :</u> - autorisation(s) écrite(s) ou justificatif(s) équivalent(s). - applicable au soumissionnaire et à chaque membre en cas de groupement	<input type="checkbox"/>	Annexe II Sections II.4 et II.5

	<u>Personnalité juridique :</u> - formulaire d'entité légale - pièces justificatives requises conformément aux indications figurant sur le formulaire. applicable au soumissionnaire et à chaque membre en cas de groupement	<input type="checkbox"/>	Annexe II
	<u>Coordonnées bancaires :</u> - Signalétique financier - pièces justificatives requises conformément aux indications figurant sur le formulaire applicable au soumissionnaire/chef de file	<input type="checkbox"/>	Annexe II
<u>En cas de groupement :</u> une procuration signée par chaque membre désignant le chef de file, comme étant investi de tout pouvoir pour engager le groupement et chacun de ses membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur pour la soumission de l'offre et la signature du contrat.		<input type="checkbox"/>	Section II.4
<u>En cas de sous-traitance,</u> le soumissionnaire doit fournir une déclaration/lettre d'intention de chaque sous-traitant confirmant leur engagement sans équivoque à collaborer avec le soumissionnaire, en cas d'attribution et précisant les ressources qu'il mettra à la disposition du soumissionnaire pour l'exécution du contrat.		<input type="checkbox"/>	Section II.5
PARTIE II : CRITERES D'EXCLUSION ET DE SELECTION			
Déclaration(s) sur l'honneur du soumissionnaire/chef de file, des membres du groupement/consortium, et des sous-traitants.		<input type="checkbox"/>	Annexe III Sections III.1 et III.2
– une déclaration indiquant le chiffre d'affaires annuel moyen pour chacun des 2 derniers exercices clôturés.		<input type="checkbox"/>	Section III.2.1
– une copie des comptes de résultat relatifs à chacun des 2 derniers exercices financiers clôturés.		<input type="checkbox"/>	
- Copie conforme du diplôme de médecine et de la spécialisation (selon le lot)		<input type="checkbox"/>	Section III.2.3
- Curriculum vitae, daté et signé par la personne concernée		<input type="checkbox"/>	

PARTIE III: OFFRE FINANCIERE**Bordereau financier selon le(s) lot(s)**
☐

Le bordereau doit être complet, dûment daté et signé par le représentant légal du soumissionnaire.

Ce bordereau ne peut comporter d'autres éléments que ceux demandés. Par conséquent, il est expressément interdit de proposer des options ou autres variantes. Toute offre qui ne respectera pas cette disposition sera rejetée.

Annexe
IV/1,2

V. ANNEXES

Les documents suivants sont annexés à ce cahier des charges et font partie intégrante du présent cahier des charges:

- Annexe I/1 : Spécifications techniques pour le lot 1 - Prestations de services en cardiologie
- Annexe I/2 : Spécifications techniques pour le lot 2 - Prestations de services en ophtalmologie
- Annexe II : Formulaire d'identification
- Annexe III : Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et aux critères de sélection
- Annexe IV/1 : Bordereau financier pour le **lot 1** - Prestations de services en cardiologie
- Annexe IV/2 : Bordereau financier pour le **lot 2** - Prestations de services en ophtalmologie